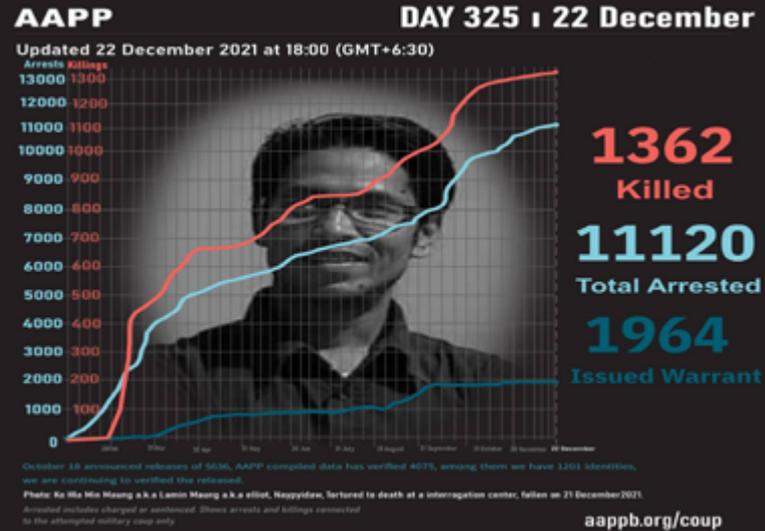


LES CHIFFRES

1362

Selon l'association birmane AAPP, la junte militaire a tué plus de 1362 civils depuis le coup d'Etat du 1er février. Les attaques qu'elle mène contre la population font de la Birmanie l'un des pays les plus dangereux au monde, souligne l'ONG ALTSEAN-Burma.



9,5

Le gouvernement d'unité nationale a levé 9,5 millions de dollars US en 24 heures grâce à la mise en vente mondiale de « Spring Revolution Special Treasury Bonds » pour aider à renverser la junte.

5

Dans sa phase de pleine production, l'industrie des pierres précieuses en Birmanie a représenté une valeur comprise entre 346 et 415 millions de dollars US par an selon les chiffres officiels. Mais l'ONG Global Witness estime que ce chiffre pourrait en réalité être 5 fois plus élevé, au plus grand bénéfice des militaires birmans.



global witness

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Multiplication des attaques de la junte contre les civils : Mais que fait la communauté internationale ?

Le 14 décembre, l'armée birmane a attaqué la localité de Lay Kay Kaw située au sud de l'état Karen, dans un district contrôlé par la Karen National Union (KNU) à la frontière de la Thaïlande. Des centaines de militants démocrates birmans s'abritent à Lay Kay Kaw et une trentaine ont été arrêtés. Le lendemain, la junte a intensifié ses attaques en utilisant de l'artillerie lourde et en forçant des milliers de civils à chercher refuge en Thaïlande. Alors que d'autres localités sont également ciblées - notamment Palu - le nombre de personnes déplacées était estimé à 10 000 le 21 décembre. L'Organisation Internationale Karen (IKO) appelle à la mise en œuvre urgente de nouvelles sanctions stratégiques ciblées contre la junte en réponse à cette escalade des attaques contre les civils dans l'État Karen. Des attaques simultanées de l'armée birmane ont aussi lieu dans la région de Sagaing, l'état Kachin, l'état Chin et de nombreux autres états ethniques, tandis que l'armée continue de procéder à des arrestations massives de dirigeants politiques, de manifestants pacifiques et de membres des forces de défense civile à travers le pays. Comme le souligne l'OIK, « *il est clair que la communauté internationale avance beaucoup trop lentement pour réduire le flux d'armes et de revenus vers la junte et réduire sa capacité à attaquer et à opprimer le peuple birman. Des sanctions doivent être appliquées sur la fourniture de carburant pour l'aviation, d'armes et sur les revenus du gaz et d'autres sources de revenus pour la junte. Le financement de l'aide transfrontalière doit aussi être augmenté.* » La France, qui s'apprête à assurer la présidence de l'Union Européenne, doit entendre cet appel.

Aung San Suu Kyi : première condamnation dans un procès fleuve qui en annonce d'autres

Sans surprise, Aung San Suu Kyi a été condamnée à de la prison ferme (4 ans ramenés à 2) lors du premier verdict rendu à son encontre. Depuis le début, il est clair que la junte cherche à l'écartier définitivement de la vie politique, tout comme elle entend éradiquer la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND). Alors que les accusations sans fondement se succèdent, les « procès » ne sont qu'une mascarade de justice. En tout et pour tout, Aung San Suu Kyi risque de terminer sa vie en prison. Les birmans et tous les démocrates appellent à sa libération et à celle de tous les prisonniers politiques, mais il est clair que tout a changé depuis le coup d'Etat : la lutte pro-démocratie est en marche par-delà le sort d'Aung San Suu Kyi. **The Atlantic** livre une mise en perspective intéressante de ce changement à l'œuvre. Le journaliste Nathan Maung témoigne : « *Dans le passé, tout le monde demandait : « Et au-delà d'Aung San Suu Kyi ? ».* » « *Nous n'avions pas de réponse à cette question, mais maintenant nous en avons.* » La révolution est en marche et une nouvelle génération prend la relève en incarnant un autre idéal démocratique.

Crimes de l'armée : ouverture d'un procès historique en Argentine

En novembre, la justice argentine a décidé de l'ouverture d'une procédure judiciaire concernant les crimes commis contre les Rohingya, au nom du principe de la compétence universelle. Lors de la première audience au fond, le témoignage d'ouverture devant la Cour Fédérale de Buenos Aires a été livré par Tun Khin, président de l'ONG Burmese Rohingya Organization UK (BROUK), à l'initiative de la plainte. Il a mis en évidence les crimes atroces de l'armée birmane contre les Rohingya. Après avoir souligné que « *les preuves contre Min Aung Hlaing et l'armée birmane étaient accablantes et irréfutables et qu'ils devaient répondre de leurs crimes* », il a ajouté qu'il ne s'agit pas seulement de la quête de justice du peuple Rohingya, mais de tous les habitants de la Birmanie qui souffrent aux mains de l'armée. A l'initiative du Karen Human Rights Group (KHRG), plus de 90 organisations ethniques et de la société civile birmane ont ainsi exprimé leur solidarité avec les Rohingya et mis en avant leur quête commune de justice face aux crimes de l'armée. Plus que jamais depuis le coup d'Etat militaire, les victimes de l'armée convergent : ces appels à l'unité doivent être appuyés et approfondis par tous les moyens possibles.

Total en Birmanie : la pression monte

Le 1er décembre à Paris, Info Birmanie a organisé une conférence de presse pour relayer les demandes que la Blood Money Campaign (BMC) adresse à Total dans une **lettre ouverte** signée par plus de 780 organisations! La BMC cible les revenus de la junte et se mobilise actuellement contre les revenus gaziers : Total continue de financer la junte plus de dix mois après le coup d'Etat ! Info Birmanie, la Communauté Birmane de France et Global Myanmar Spring Revolution (GMSR) se sont associés à cette initiative, qui a permis de donner la parole à des représentants de la BMC et de Earths Rights International qui avaient fait le déplacement à Paris. A cette occasion, de nouveaux témoignages accablants d'employés locaux de Total ont été dévoilés, ainsi qu'une déclaration du gouvernement d'unité nationale (NUG) annonçant la destitution du directeur de la Myanmar Oil and Gaz Entreprise (MOGE). Cet événement a été repris par **Reuters**, **Libération** et **Associated Press** et suivi en ligne par plus de 110 000 personnes. Pendant ce temps, les actionnaires de Total ont également reçu copie de toutes les éléments à charge contre Total... qui n'a pas encore répondu aux initiateurs de la lettre ouverte. La mobilisation contre le soutien de Total à la junte continue : la société civile lui demande plus que jamais de suspendre l'ensemble des paiements à la junte. Fait nouveau, Coast Capital, actionnaire de Total, interpelle publiquement le groupe et lui demande de couper les liens avec la MOGE ! La pression monte.



Global Witness accuse des marques de joaillerie de financer indirectement la junte militaire en vendant des rubis

Dans un **nouveau rapport** paru le 15 décembre, l'ONG Global Witness accuse plusieurs grandes marques de joaillerie de financer indirectement les militaires birmans. Interviewée par RFI, Clare Hammond de Global Witness explique : « *nous avons parlé à vingt chaînes de grande distribution différentes en Thaïlande, qui fournissent les grandes marques de joaillerie internationales. Aucune d'entre elles ne savait de quelle mine birmane leurs pierres précieuses provenaient. C'est un problème majeur lorsque l'on sait que les militaires ont le contrôle de nombreuses mines. Il y a un tel manque de transparence au niveau de la chaîne de distribution, que cela permet aux grandes marques de se cacher derrière un manque d'information et d'affirmer qu'elles ne financent pas d'atrocités.* » Les français Van Cleef & Arpels (Richemont) et Bulgari (LVMH) font partie des entreprises visées dans le rapport.



global witness

Des livres sur la Birmanie

« *Impossible de localiser, de rencontrer cette trentenaire tenace, figure de proue de la jeunesse pro-démocratie. «Je suis au plus près des miens et du peuple birman», dit-elle sans livrer plus d'indices. Elle est en cavale entre une dizaine de planques* » : Depuis un mois, les médias français multiplient les portraits et les interviews de l'activiste Thinzar Shunlei Yi. Vous pouvez découvrir son parcours et partager son engagement pour les droits humains et la démocratie en lisant « **Mon combat contre la junte birmane** » écrit avec le journaliste Guillaume Pajot et publié aux éditions Robert Laffont. Son récit est captivant et donne à voir la vie d'une figure de la jeunesse birmane engagée, porteuse d'espoir pour l'avenir du pays. En novembre également, l'auteur Frédéric Debomy a publié « **Birmanie : le printemps birman** » aux éditions Syllepse : l'histoire récente de la Birmanie, en hommage au mouvement de désobéissance civile et à l'extraordinaire courage du peuple birman face à la junte. A vos librairies !



FOCUS

PETITION : Demandez aux États-Unis et à la France d'arrêter de bloquer les sanctions contre les revenus pétroliers et gaziers en Birmanie !

Chaque jour, la junte birmane continue de commettre des crimes atroces, y compris des crimes contre l'humanité, et pourtant Macron et Biden ne prennent aucune mesure concernant les revenus pétroliers et gaziers générés notamment par les entreprises TotalEnergies et Chevron.

Les États-Unis et l'Union européenne ont déjà imposé des sanctions à d'autres entreprises d'État du secteur extractif en Birmanie en raison du financement important qu'elles apportent à la junte militaire. Les intérêts de TotalEnergies, Chevron et de leurs gouvernements font que ces gouvernements ont effectivement bloqué les sanctions contre les revenus plus importants de la Myanmar Oil and Gas Entreprise (MOGE) au niveau de l'Union Européenne et des États-Unis. La responsabilité de cette situation incombe au final au président Macron et au président Biden.

John Sifton, directeur du plaidoyer pour l'Asie à Human Rights Watch déclare que **“si les gouvernements sanctionnent ou suspendent effectivement les revenus du gaz naturel générés pour la junte militaire, celle-ci perdra 1 milliard de dollars par an utilisés pour faire souffrir le peuple du Myanmar.”**

Les entreprises et les gouvernements qui continuent d'éviter de prendre des mesures contre les revenus du pétrole et du gaz ne respectent pas leurs obligations en matière de droits humains et le principe “do no harm”. **Si l'on ne met pas un terme à ces revenus, le mouvement pro-démocratique s'en trouvera affaibli, la junte militaire sera encouragée à continuer à commettre de graves violations des droits humains et les conséquences humanitaires seront dramatiques pendant des années, voire des décennies. Le peuple du Myanmar a demandé à maintes reprises à ce que les revenus provenant de l'industrie pétrolière et gazière soient gelés. Aidez-le en demandant à Biden et Macron de sanctionner les revenus du pétrole et du gaz. L'Union Européenne, le Royaume-Uni, l'Australie et le Canada suivront.**

SIGNEZ LA PETITION : <https://bit.ly/oilgasmyanmar>

Déjà plus de 79 000 signataires !

Une campagne co-organisée par la société civile coréenne qui soutient la démocratie en Birmanie (106 organisations) et la Blood Money Campaign, avec la participation de plusieurs organisations!



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE